

Cléricalisme et laïcité dans le canton de Fribourg (Suisse)

À propos de la collusion entre l'Église catholique et l'État de Fribourg

Atténué, mais toujours bien présent: le cléricalisme à la fribourgeoise

En 1978, quand j'ai été engagé comme professeur dans un collège du canton de Fribourg, il était impératif d'avoir une confession agréée, même pour enseigner les mathématiques. Comme j'avais volontairement omis la rubrique religion de mon curriculum vitae, le directeur d'établissement a exigé que je la rajoute. En 1980, soupçonné d'entretenir des rapports avec une secte, un collègue professeur de français a été licencié. L'État s'occupait de la vie privée des enseignants afin de s'assurer de leur conformité idéologique. Un trait caractéristique de l'intolérance consiste à diaboliser celui qui ne partage pas les pseudo-vérités de la communauté. Dans ce contexte, j'ai dû cacher mon athéisme. C'est ainsi que j'ai été privé de liberté religieuse durant de nombreuses années. La situation n'ayant évolué que lentement, je n'ai jamais su à quel moment j'ai recouvré ma liberté de croyance.

Le cléricalisme s'est atténué, mais il demeure bien présent. Aujourd'hui encore en subsistent des dispositifs essentiels comme

- l'impôt ecclésiastique fixé par une loi,
- le financement par l'État de la faculté de théologie catholique romaine,
- le monopole du Parti démocrate-chrétien sur la Direction de l'instruction publique et
- des leçons de religion catholique ou réformée, dans les écoles publiques.

Il faut encore y adjoindre la mentalité, héritière d'une longue tradition, qui sous-tend tout l'enseignement. Une forme atténuée de cléricalisme consiste à promouvoir un humanisme fondé sur les valeurs chrétiennes. Pratiquement, les enseignants chrétiens sont autorisés à prêcher la Bonne Parole, tandis que les autres sont priés de se taire. Agacé par la pluralité des croyances, le clérical exige que l'État soit taillé à la mesure de sa foi.

Je réclame au contraire que les règles soient les mêmes pour tous. Aujourd'hui, par manque d'engagement confessionnel des jeunes, le système clérical s'affaiblit, mais il demeure bien en place. Le règne sans partage du parti conservateur nous a légué de beaux restes. Que ce fut pire autrefois ne suffit pas à justifier la situation actuelle. Les progrès réalisés ont servi à conserver un maximum de privilèges confessionnels partiellement compatibles avec l'évolution de la société. Si un système est injuste, il ne suffit pas de l'atténuer; il faut l'abroger. La politique actuelle doit prendre des mesures structurelles afin que les erreurs du passé ne puissent plus se reproduire : il s'agit de passer à la laïcité et de séparer l'Église de l'État.

Pourquoi les athées sont-ils contre les religions ? Celui qui ne croit pas peut simplement se distancier des religions, sans aucune animosité.

L'absence de foi n'implique pas la lutte contre les croyances. Il existe des athées indifférents ou bienveillants envers les religions. Ainsi, [Michel Bavaud](#) a publié plusieurs livres pour déclarer son athéisme, mais continue d'aller à la messe et de payer l'impôt ecclésiastique. Dans un autre registre, le bouddhisme et l'athéisme sont compatibles. Ceux qui n'ont pas vécu à l'époque où l'Église exerçait le contrôle social sont plus enclins à l'indifférence. Dans tous les cas, il faut distinguer les personnes des doctrines. Il est nécessaire que tous les athées soient tolérants et respectueux envers les croyants, comme il est nécessaire que tous les croyants soient tolérants et respectueux envers les athées.

Mais les doctrines doivent être soumises à la critique. Si mon environnement social proclame combattre au nom de la religion, il ne me laisse que deux issues: me soumettre ou résister. Un

environnement à tendance totalitaire incite à un ton cassant. Une forme de défense s'exprime par le rejet, ce qui est totalement différent de l'attaque.

Chaque personne a son histoire. En ce qui me concerne,

- durant la période 1948-1968, j'ai vécu en Valais où le catholicisme était religion d'État; j'ai subi 13 ans d'endoctrinement, dont 5 de lavage de cerveau; [l'expérience du cléricisme](#) m'a rendu anticlérical;
- le catholicisme d'avant Vatican II qui m'a été enseigné ne reconnaissait pas la liberté religieuse et condamnait les droits de l'Homme, ce qui m'a amené à rejeter le catholicisme et à me rapprocher de l'agnosticisme;
- entre 1968 et 1978, j'ai fait des études de mathématiques qui ont contribué à l'adoption d'un point de vue rationaliste; [l'épistémologie des sciences](#), en mettant en évidence l'absence de fondements objectifs des religions, m'a conduit à [l'athéisme](#);
- à partir de 1978, dans le lycée où j'ai enseigné, j'ai été privé de liberté religieuse et contraint à cacher mon athéisme jusque dans ma vie privée; [un exemple de détournement du cours de philosophie](#) m'a conduit à soutenir la laïcité.

En lançant l'anathème contre les incroyants :

celui qui ne croira pas sera condamné [Mc 16 16]

les religions chrétiennes proclament une attitude arrogante et sectaire.

J'ai subi les assauts d'une société qui tentait de maintenir d'anciennes positions dominantes, avant de devoir reculer et se déployer sur de nouvelles lignes qu'elle puisse défendre avec moins d'activisme et moins de moyens. Je me sens en droit - du même droit que celui de la légitime défense - d'écrire que je porte un jugement négatif sur le catholicisme, tout en respectant les catholiques en tant qu'individus.

Les vaillants défenseurs des valeurs véhiculées par l'Église - enseignants et autorité politique réunis - ont consciencieusement aménagé la manière dont je devais penser. Si j'ai reçu leur sollicitude avec ingratitude, c'est parce que ma souffrance n'est ni comprise, ni reconnue. C'est l'adhésion des écoles valaisanne et fribourgeoise à l'objectif de l'État chrétien qui annihile l'empathie que je souhaite.

Pourquoi la société regarde-t-elle la résistance à la religion d'un oeil hostile alors qu'elle favorise l'endoctrinement religieux par une politique crypto-cléricale désignée par «*culture fondée sur les valeurs chrétiennes*»? Un autre son de cloche doit être accepté sur la place publique. Je réclame plus de bienveillance envers les athées.

LA LIBERTÉ, mercredi 27 septembre 2013, FORUM - VOS LETTRES - RELIGION. Dialoguons sans nous juger les uns les autres. Le nouveau livre de l'écrivain Michel Bavaud, «L'Évangile de l'athée», suscite ce témoignage d'un lecteur.

JACQUES POCHON, Domdidier

S'il est un prof que j'ai admiré et apprécié à l'École normale, pour son érudition, son humanisme et son ouverture d'esprit, c'est bien Michel Bavaud. J'ai bien sûr été très étonné lorsque j'ai appris qu'il se déclarait athée, mais connaissant sa foi profonde en l'homme et en l'humanité, il a fallu une profonde désillusion et une longue réflexion je pense pour qu'il prenne cette décision («LL» du 21 septembre).

J'apprécie sa franchise, son indépendance d'esprit et son courage. Je respecte profondément sa décision prise en toute liberté, sa recherche personnelle et indépendante de la vérité. Je suis moi-même profondément croyant, mais pas dans ce Dieu limité et exclusif dont chaque religion revendique la possession.

Merci à M. Bavaud d'ouvrir la porte à la réflexion intelligente, au dialogue et au respect de l'opinion de l'autre. Par contre, je ne comprends pas la réaction de ceux qui font preuve de «harcèlement théologique» et de ceux qui lui ont envoyé des messages injurieux, prouvant par là qu'ils ont oublié le message d'amour du Christ.

J'ai moi-même quitté l'Église catholique (en 1970) lorsque j'ai découvert la foi baha'ie. On m'a fait clairement comprendre que le fait de devenir baha'i était incompatible avec ma profession d'instituteur dans le canton de Fribourg. Intimidation et mobbing ont eu raison de moi, et je suis allé enseigner sous d'autres cieux. Ceci m'a permis de découvrir d'autres horizons et de m'ouvrir l'esprit à d'autres cultures et religions.

Dialoguons, recherchons ensemble la vérité et nous ferons progresser l'amour, l'unité et la civilisation. Il n'est pas qu'un seul chemin pour parvenir au sommet. Merci cher Monsieur Bavaud.

À propos des représentations des conseillers d'État du canton de Fribourg

LE JEUDI GRAS, AU COUVENT DES CORDELIERS TU MANGERAS

Types de réceptions officielles, utilisation des drapeaux et de la bannière cantonale, ordre de placement dans les cortèges, funérailles, vins d'honneur, félicitations officielles: le Règlement protocolaire de 2011 ne laisse rien au hasard. Il est lesté du poids de l'histoire. Ainsi, c'est en vertu d'une convention de 1879 entre le Chapitre cathédral de Saint-Nicolas et le Conseil d'Etat que l'anniversaire de la bataille de Morat est traditionnellement célébré le troisième dimanche de juin «par un office d'action de grâce offert par le gouvernement en la cathédrale Saint-Nicolas». Y sont invités le Conseil communal de Morat, les autorités constituées «ayant siège à Fribourg» et les représentants de l'armée «proches de Fribourg». Tout ce petit monde, ainsi que «les célébrants et prédicateur», partagent ensuite un repas. Le Choeur et l'Orchestre de la cathédrale sont, eux, associés à l'apéritif. Riche en dispositions régissant les manifestations religieuses, le Règlement protocolaire consacre un article spécifique aux relations avec les couvents. En début d'année, le Conseil d'Etat in corpore reçoit la Communauté cistercienne d'Hauterive, en principe représentée par son Père Abbé, pour lui présenter ses vœux. En automne, retour de l'invitation: le gouvernement est reçu à Hauterive «pour un repas de récollection», auquel ses anciens membres sont également conviés. Une fois par législature, le Conseil d'Etat invite la communauté à un repas servi au Domaine des Faverges. Ce déjeuner est précédé d'un office liturgique. D'autre part, l'exécutif est invité au couvent des Cordeliers pour le repas du jeudi gras (le dernier jeudi avant le premier jour du carême). Et à la mi-carême, il est l'hôte du couvent des Capucins... LR

Source : *La Liberté* du mercredi 13 juillet 2016

Majorité religieuse

En Suisse, la majorité religieuse légale a été fixée à 16 ans. À partir de cet âge, l'élève peut décider lui-même s'il veut se soumettre à un endoctrinement religieux, mais on ne lui demande pas toujours son avis, ce qui situe les actions qui suivent, numérotées 1, 2, et 3, en pleine illégalité.

1. Un exemple de détournement du cours de philosophie

Sous le couvert qu'il faut soigneusement mettre en place les fondements de la philosophie en faisant une large place à l'Antiquité grecque, une méthode détournée consiste à s'attarder sur Aristote en insistant prioritairement sur les traits de sa pensée qui ont été repris par Saint Thomas d'Aquin et qui forment l'ossature du néo-thomisme.

La «philosophie» instrumentalisée par la religion n'est pas la philosophie, mais de la propagande. Un de ses objectifs tendancieux est de «disposer son cœur pour que Dieu lui donne de croire». Dans le collège du canton de Fribourg où j'ai enseigné, le cours de philosophie a été donné, à partir de 1977, par un prêtre zélé de la Vérité: c'est là que le futur évêque a transmis le flambeau

du thomisme à l'élève qui allait prendre sa succession à l'évêché. Cet endoctrinement, présenté comme neutre et patronné par l'État, a été imposé à des classes entières jusqu'en 1994. Lorsque l'étiquette ne correspond pas au contenu, on peut parler de tromperie. Cette situation hypocrite a fait de moi un partisan de la laïcité. Cessons d'alimenter le détournement de l'État au profit d'une Église.

J'ai essayé de dire que j'y voyais une dérive. Les professeurs concernés m'ont répondu que je n'étais pas habilité à parler de philosophie. J'y vois l'aveu que c'est une chasse gardée. Étant moins sectaire, je les autorise à parler de mathématiques.

Peut-on charitablement espérer qu'aujourd'hui la philosophie soit enseignée d'une manière neutre, et que l'on ait renoncé à la mettre au service d'une religion ?

2. Un exemple de détournement des journées thématiques

[Détournement des journées Blaise Pascal à des fins partisans](#)

3. Intermède informatique

Le technicien informatique du collège terminait tous ses courriels comme suit (l'extrait date de 2008):

L'informatique ne sauve pas, mais rend service – quand tout fonctionne – dans nos tâches quotidiennes!

Il y a mieux : “C’est par la grâce que vous êtes sauvés, par le moyen de la foi. Et cela ne vient pas de vous, c’est le don de Dieu.” (La Bible – Eph. 2.8)

Comprenons-nous bien: les agissements prosélytes et propagandistes d'un fonctionnaire voulant concilier informatique et théologie pourraient n'être que des débordements anecdotiques. Je vois par contre un problème bien plus grave dans le fait que l'environnement social et l'autorité jugent ce comportement acceptable et normal, même s'il est publiquement affiché durant cinq ans.

Il serait impertinent de répondre à une homélie. L'Église catholique a su créer un climat culturel dans lequel les victimes sont consentantes. Le bon pasteur obtient de ses ouailles une attitude soumise.

Un article moqueur ou méprisant dans La Liberté

La critique du livre de Michel Bavaud «L'Évangile de l'athée», éditions de l'Aire, 2013, parue dans La Liberté du samedi 21 septembre 2013 et signée Pascal Fleury, se termine par ces mots moqueurs ou méprisants:

«La philosophie m'est tombée dessus, à l'âge où l'on ne se méfie pas, à l'âge où l'on craint surtout les oreillons. Elle m'est tombée dessus à doses forcées de thomisme, des heures et des heures d'un catéchisme hebdomadaire. Après avoir subi saint Thomas d'Aquin, j'ai acquis une conviction définitive : on ne peut pas être à la fois saint et philosophe, il faut choisir son camp, la réflexion ou la foi.»

Jean Ammann, La Liberté du 19 août 2017, Peut-on pardonner aux philosophes ?

.. on attend le troisième tome de la trilogie. Son titre serait tout trouvé: «*Comment j'ai retrouvé la foi*».

Serait-il de bon ton de se moquer, non seulement de l'athéisme, mais aussi des athées ? La Liberté est-elle le journal de tous les fribourgeois, ou seulement de ceux qui sont conformes à une certaine tradition religieuse ? On peut être critique envers des croyances, convictions et doctrines - je dirais même qu'on le doit - mais un principe doit être absolument respecté : les personnes ont droit au respect.

Le régime clérical fribourgeois a laissé des traces dans le cerveau de certains journalistes. Il s'agit de discréditer l'athéisme, de montrer qu'il est dépourvu de consistance, tandis que la foi reste la seule valeur sûre.

Les médias relaient volontiers les discours religieux et interreligieux, mais rechignent à traiter de la même manière les propos areligieux ou antireligieux. En Suisse, environ 20 % de la population est sans religion. Pourquoi la presse lui accorde-t-elle si peu de considération ? Je vous laisse méditer sur le point suivant : il y a plus de «sans religion» que de musulmans, mais la presse évite de les rendre crédibles et visibles. La foi a l'avantage de mettre à l'abri du doute.

Le PDC suisse (parti démocrate chrétien) est en déclin depuis plusieurs années. Le C (chrétien) est perçu comme un obstacle par beaucoup d'habitants des villes. En 2020, le parti a changé de nom pour devenir «Le Centre» dans le but de toucher un plus large électorat, mais sans changer de politique. Le parti continue de pousser les cantons à soutenir les Églises chrétiennes avec l'impôt ecclésiastique et de promouvoir l'enseignement religieux chrétien dans les écoles publiques.

Il ne faut pas mélanger politique et religion. «*Les partis religieux devraient être remplacés par des partis laïques.*» Ce conseil donné aux pays musulmans vaut aussi pour le canton de Fribourg. La Suisse n'a pas besoin d'un parti qui veut maintenir les reliquats du cléricalisme.



Les débats du Grand Conseil du canton de Fribourg restent placés sous le signe du crucifix [photo 2017].

Appel

Si, pour un catholique, être missionnaire est un devoir moral, il n'en est pas de même au-dehors de la communauté religieuse: endoctriner ses concitoyens et leurs enfants n'est pas un droit.

Je lance un appel aux cléricaux: pratiquez votre religion comme vous le désirez, mais, s'il vous plaît, fichez la paix aux autres ! Le *Kulturkampf* s'est terminé en 1887 : vous pouvez donc cesser le combat et retourner à la vie civile. Merci à tous les braves !

Peut-être faudrait-il créer une «*Organisation d'Aide aux Personnes Atteintes d'Obsession Religieuse*» ?

Si tu veux rendre à Dieu ce que tu crois être à Dieu, n'oublie pas de rendre à César ce qui est à César !

Quel est le rôle de l'État ?

Plantons le décor et mettons en perspective: les crucifix sont accrochés dans les salles de classe et le Conseil d'État occupe une place officielle dans la procession de la Fête-Dieu. Les entreprises sont soumises à un impôt ecclésiastique, et tous les contribuables participent au financement, par le biais des impôts ordinaires, de la faculté de théologie catholique romaine.

L'État considère-t-il que les agnostiques et les indifférents à la religion sont des brebis égarées qu'il doit, si possible, ramener dans le bon troupeau ? Quand les chrétiens proclament leur espérance que le siècle à venir redeviendra religieux, espèrent-ils relancer l'endoctrinement ? De même qu'il existe une raison d'état, peut-on invoquer une raison d'Église qui l'emporte sur le respect des personnes ? Vivons-nous dans un état crypto-confessionnel, c'est-à-dire non confessionnel dans ses déclarations et son apparence, mais confessionnel dans son intérieur et son fonctionnement ? Les partisans d'un cléricalisme résiduel accordent-ils leur soutien aux musulmans qui, dans leurs pays respectifs, exigent que l'État soit religieux ?

Je pense au contraire que l'État, n'étant pas l'arbitre de la vérité religieuse, doit accueillir tous les citoyens de la même manière, sans faire de différences, qu'ils soient chrétiens, musulmans, bouddhistes, sans religion ou autres. En conséquence, il ne peut pas prendre parti pour certaines communautés particulières, par exemple en se proclamant chrétien ou déclarant que certaines religions ont droit à un statut privilégié.

Afin de conserver leur majorité politique, les partisans d'un cléricalisme résiduel vont-ils s'allier avec certaines minorités religieuses ? Va-t-on accorder un statut officiel aux pentecôtistes ? aux musulmans ? aux bouddhistes ? aux scientologues ? aux raéliens ? En Grande-Bretagne et en Grèce, la reconnaissance de communautés religieuses s'est enflée jusqu'à donner un statut juridique aux tribunaux islamiques.

À mon avis, l'État ne doit pas soutenir le communautarisme. Pour favoriser la paix civile, l'État devrait atténuer la division de la société en communautés religieuses par une politique restrictive en matière de faveurs. Il doit manifester, y compris dans l'enseignement public, sa neutralité face aux croyances.

La religion ne peut pas être indiquée sur les cartes d'identité à cause du risque de discrimination. De même, elle ne devrait figurer sur aucun document administratif, y compris sur ceux qui se rapportent aux impôts. Par exemple, la constitution de l'Espagne, dans son article 16.2, précise:

Nul ne pourra être obligé à déclarer son idéologie, sa religion ou ses croyances.

Or, dans le canton de Fribourg, l'État récolte et enregistre les listes des catholiques, des protestants et des juifs ! Je m'étonne de ne pas entendre les pourfendeurs de l'État fouineur protester contre l'enregistrement de ces données sensibles. La rubrique «Religion» doit disparaître de la déclaration d'impôt fribourgeoise.



«*Ne pas mélanger politique et religion*» étant une recommandation universelle, les Occidentaux ne peuvent pas l'adresser qu'aux pays musulmans. L'Église et l'État doivent être complètement séparés dans toute la Suisse, à l'exemple des cantons de Genève et Neuchâtel. Je refuse qu'une partie de mes impôts soit affectée à soutenir la propagande du Vatican.

Il est admis que l'école ne soit pas politiquement engagée. Il devrait être de même en matière religieuse. Au lieu de s'attacher au formatage de l'esprit des élèves en favorisant la diffusion de mythes et de fables qui ne tiennent pas la route, le Direction de l'instruction publique ferait mieux de développer l'aptitude à prendre du recul et d'apprendre la pensée critique. Quelques rudiments d'épistémologie mettraient en évidence la distinction entre idéologie et connaissance objective. On pourrait prendre conscience que la vérité universelle n'existe pas et, par exemple, comparer diverses religions et idéologies du point de vue du respect des droits humains. Le statut de la femme peut découler d'une lutte pour le pouvoir dans laquelle la religion a été instrumentalisée. Les jeunes n'ont pas besoin d'une institution qui pense pour eux, mais d'acquérir des outils d'analyse. Un cadre de pensée doit être un tremplin, pas une limite. Puisque chacun est confronté à des idéologies diverses dont beaucoup sont toxiques, mieux vaudrait leur donner une sorte de fil à plomb qui permette de les juger sans se coucher devant la première venue.

«L'esprit critique» est reconnu comme l'une des compétences clés du XXI^e siècle par l'OCDE, en particulier pour faire face à la profusion d'informations disponibles dans le monde numérique.

Le développement de l'esprit critique commence à être introduit en tant que tel dans l'enseignement. Des cours sont donnés pour repérer les théories aberrantes, prévenir l'adhésion à des idéologies irrationnelles et se prémunir de toutes les dérives liées à de fausses informations : le conformisme, les stéréotypes, les croyances infondées telles que l'astrologie, le soucoupisme, le conspirationnisme, le climato-scepticisme, l'homéopathie, le catastrophisme, etc. Et, dans une société laïque, on peut aussi mentionner la vie après la mort : il s'agit d'une croyance, pas d'un fait établi.

Divers moyens peuvent être mis en œuvre, tels que la vérification des sources, les éléments du raisonnement et la détection des arguments fallacieux, tous appliqués à des cas concrets comme certaines rumeurs qui circulent sur les réseaux sociaux :

Nicolas Gauvrit et Sylvain Delouvé
Des têtes bien faites, défense de l'esprit critique
Presses Universitaires de France (PUF) 2019

Mais, dans le canton de Fribourg, on préfère enseigner la philosophie filtrée par le catéchisme catholique.

La constitution juste

Pour Kant, dans *Critique de la raison pure*, la constitution juste est celle qui procure la plus grande liberté possible aux individus.

Reconnaître les communautés religieuses

En 2015, la Nouvelle-Zélande a autorisé l'*Église du monstre en spaghettis volant* à célébrer des mariages, car cette Église répond aux critères requis par la loi. Les adeptes portent des passoires sur la tête pour parodier les religions. En 2016, c'est aux Pays-Bas que le *pastafarisme* est administrativement reconnu comme religion.

Ne serait-il pas plus raisonnable que l'État ne reconnaisse aucune religion comme officielle ? Sinon, je demande que

- le [Pastafarisme](#),
- les [Adeptes de Terminus](#) et
- les adorateurs du [Grand Lapin Bleu](#)

deviennent également des religions officielles du canton de Fribourg.

Pour le partisan d'un cléricisme résiduel, la constitution juste serait-elle celle qui incite les individus à sauver leur âme, avec l'aide de l'Église ?

À propos du Centre suisse Islam et société, Fribourg

[Subventionner des lobbies communautaristes ? Des alternatives existent.](#)

Puisque l'Église accomplit un travail social qui n'est pas assuré par l'État, l'impôt ecclésiastique est nécessaire.

La séparation de l'Église et de l'État concerne plusieurs questions au nombre desquelles figure en bonne place le financement des Églises officielles par l'impôt ecclésiastique. Cette séparation est faisable puisque deux cantons l'ont réalisée: Genève et Neuchâtel.

Dans les hôpitaux, les prisons et les centres de requérants d'asile, pour répondre à des demandes, les portes des établissements peuvent s'ouvrir à des intervenants extérieurs. Le rôle de l'État devrait s'arrêter là. L'éventuelle rémunération des intervenants extérieurs revient aux demandeurs ainsi qu'aux communautés qui les soutiennent.

Quant aux oeuvres caritatives, l'État devrait favoriser celles qui sont apolitiques et non religieuses afin que l'aide apportée ne soit pas liée à une propagande, même allégée ou indirecte. L'aide sociale publique sera adaptée et, si nécessaire, renforcée. Elle ne peut être répartie entre des organisations religieuses, car ces dernières ne recouvrent pas la totalité de la population.

L'Église n'étant pas un service public, elle ne doit pas être financée comme tel.

La laïcité n'est pas la solution. Voyez par exemple ce qui se passe en France.

Voilà une analyse erronée. La laïcité permet de vivre ensemble en bonne harmonie.

Malheureusement, certaines personnes la refusent et s'y opposent de toutes leurs forces, y compris par la violence. Voilà le problème.

N'accusez pas la laïcité alors qu'il s'agit de dérives religieuses.

J'ai subi les abus des politiques religieuses des cantons du Valais et de Fribourg. C'est la preuve que la législation qui accorde de substantiels privilèges à des religions reconnues (pour ne pas dire officielles) est défailante. Il est nécessaire de lui donner un cadre laïque.

La pratique religieuse est en chute libre et la religiosité diminue. Courage: nous tendons vers une société où le rôle de la religion sera négligeable.

La sensibilité religieuse est une tournure d'esprit bâtie sur des dispositions personnelles, renforcée et soutenue par l'éducation dans un milieu culturel empreint de religiosité. Ôtez la pression sociale et une grande partie s'évaporerait.

Pour beaucoup de gens qui ont atteint l'âge de la retraite, la religion est considérée comme le pilier qui soutient la société. Il n'en est plus de même pour les jeunes qui rangent la religion dans les affaires strictement personnelles. On peut prévoir qu'à l'échéance d'une génération, la laïcité de l'État s'imposera et la séparation d'avec l'Église se réalisera, y compris dans les cantons de Fribourg et du Valais. Des signes politiques sont déjà tangibles: certaines sections de la Jeunesse socialiste et la Jeunesse libérale-radical formulent de telles revendications. Hélas pour eux, la méthode helvétique - dite de consensus - consiste à ne pas abolir le cléricisme, mais à attendre que le système tombe en désuétude. La résistance à l'endoctrinement religieux, essentiellement sous la forme passive, est en cours.

Il ne faudrait pas en tirer des conclusions hâtives. Dans le fonctionnement humain ordinaire, l'intelligence est mise au service des sentiments parmi lesquels il faut compter la peur et la

religiosité. Quand brûle la foi, la raison capitule et s'y subordonne avec zèle et application. C'est pourquoi les religions ne passeront pas.

L'évolution du monde musulman durant ces dernières décennies nous donne le triste exemple d'un retour au fondamentalisme. La marche de l'histoire n'est pas linéaire. Ainsi, la Turquie s'éloigne de la laïcité et veut donner un rôle plus important à l'islam. Les sociétés ne se transforment pas seulement par des adaptations, mais aussi par des résistances au changement. Nous sommes alors réduits à contenir les mouvements religieux afin qu'ils ne redeviennent pas envahissants.

Actuellement, le communautarisme se développe, ce qui doit stimuler notre vigilance. Le seul rempart contre le retour au passé est la laïcité de l'État et de l'école. Sans fin sera la lutte contre ceux qui veulent que tous les citoyens vivent dans une société qui affiche une foi religieuse privilégiée : les minoritaires n'ont qu'à s'adapter. J'ai une autre conception de la démocratie dans laquelle les minorités sont respectées.

L'anti-cléricalisme est un combat d'arrière-garde

C'est une éducation d'arrière-garde, imposée au nom de la «vraie foi», qui a suscité ma résistance à l'endoctrinement religieux. Qu'est-ce qu'une éducation non ringarde ?

En matière politique, je milite pour que l'État abolisse les privilèges octroyés à certaines communautés religieuses tels que le droit de lever un impôt ecclésiastique, de disposer d'une fenêtre confessionnelle dans l'enseignement public, de contribuer à l'entretien des facultés de théologie, etc. L'État n'a pas à s'immiscer dans la vie religieuse des citoyens. Résister aux résidus du cléricalisme demeure plus actuel que jamais !

En 2014, le lancement de l'initiative populaire «Pour un Valais laïc» montre que la question est à l'agenda politique. Pour aboutir, l'initiative devait récolter 6'000 signatures en un an. Comme elle n'en a recueilli que 2'000, elle a été retirée. À mon avis, dans le futur, la séparation Église-État deviendra un combat dans toute la Suisse.

La situation n'est pas si noire. Le canton a, pour l'essentiel, déjà abandonné le cléricalisme.

Je ne comprends pas en quoi cet argument disculperait l'État et permettrait à l'Église de conserver un statut qui reste privilégié.

Quand vous dites «*Ce n'est plus comme ça*», il faut comprendre que ça n'est plus comme au temps où le lobby catholique avait mis l'État à son service. Nous avons quitté ces temps là, mais pas complètement. L'évolution du canton est effective, mais le mérite n'en revient pas à l'Église qui l'a subie à son corps défendant.

Aujourd'hui, en 2019, j'ai 71 ans. Que fais-je avec la formule «*Ce n'est plus comme ça*» ? M'offrez-vous l'opportunité de revivre ma vie dans de meilleures conditions ? Et, dans l'histoire du canton de Fribourg, quelle est la période à ignorer ? Et dans l'histoire de la chrétienté ? La simple atténuation du cléricalisme ne me satisfait pas.

Un problème que l'on considère comme réglé peut se révéler être celui que l'on veut occulter, consciemment ou par manque d'attention. Mais non, c'est loin d'être terminé; il y a encore de beaux restes : l'impôt ecclésiastique, le financement par l'État de la Faculté de théologie, les privilèges accordés au christianisme dans l'enseignement, des croix dans les bâtiments publics et les écoles, etc. C'est habile de la part des activistes catholiques de répandre et de faire accepter l'idée que «*Tout cela est fini*», car toute contestation est ainsi désamorcée, attendu qu'il n'y a rien contre quoi protester. On ne veut pas voir que, malgré les améliorations survenues, le poids de la religion demeure important, y compris dans le fonctionnement de l'État. On ne répond pas à des abus manifestes en se contentant d'atténuer les plus gros, en laissant en place tout le système qui les produit et en conservant du cléricalisme le maximum que permettent les contraintes sociales.

Celui qui adhère à la foi enseignée s'en trouve comblé. Si ce qu'on nous demande correspond à notre désir, la démarche se fait dans la sérénité. Malheureusement, l'aspect le plus pesant que j'ai ressenti dans l'enseignement que j'ai reçu, c'est la prétention de régner sur la conscience d'autrui. Il faut alors faire un effort pour imaginer l'inconfort de celui qui doit, en conscience, refuser la foi proposée.

Seuls quelques événements dont la véracité est difficilement contestable ont pu être rapportés ici. La situation apparaîtrait bien plus accablante s'il était possible d'examiner la partie immergée de l'iceberg. Ainsi, parmi les enseignants, ceux qui s'affichent ouvertement chrétiens sont relativement plus nombreux que dans le reste de la population. Un élément explicatif pourrait être le suivant : lorsque j'ai été engagé comme professeur de mathématiques et de physique dans un collège public, on a exigé que j'ajoute, dans mon curriculum vitae, la rubrique «religion». Il semblerait que l'étiquette «chrétien engagé» permet d'obtenir plus facilement un poste dans l'enseignement. Le temps de l'État grand supporter et sponsor de la religion est loin d'être passé ! Pourquoi, au Conseil d'État, le *parti démocrate chrétien* tient tellement à diriger le Département de l'instruction publique ?

Parmi les enseignants, il y a forcément des partisans de la laïcité à l'école à la manière des cantons de Genève et Neuchâtel. Pourquoi n'osent-ils pas s'exprimer ? J'ai posé la question à des collègues qui m'ont répondu : «*Tu es nommé de longue date à plein temps dans un seul établissement. Ma situation est bien plus fragile !*». Ils se rangent ainsi dans la voie choisie par la société : attendre silencieusement que l'évolution des moeurs réduise plus encore le rôle de la religion.

Dans la bouche des nostalgiques du passé, j'ai l'impression que l'expression «*ça n'est plus comme autrefois*» signifie «*ce qui subsiste du soutien de l'État au christianisme doit être maintenu*». Certes, la société s'est partiellement libérée du poids de l'Église, mais d'une manière hétérogène. Par exemple, alors que le journal *La Liberté* s'est émancipé de la tutelle religieuse, l'enseignement public est resté sous influence. Le canton de Fribourg demeure très éloigné de la laïcité. Que ce fut pire autrefois n'excuse en rien la situation actuelle, et d'importants progrès restent à réaliser. Je ne suis pas d'accord avec ceux qui pensent que, étant donné que ça va mieux qu'avant, on doit bravement supporter les outils du cléricisme qui ont survécu. Qui sera le *François Gross* de la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport, capable de résister au lobby catholique ?

Derrière la négation du problème se cache quelque chose de plus profond qui met en cause le crédit de l'Église, car on a pratiqué la discrimination au nom de la défense de la religion. Quand on se prévaut d'une idéologie révélée par Dieu, il ne suffit pas de déclarer «*On ne fait plus ça*» pour se dédouaner car, ce qui est en cause, c'est que les pratiques politiques cléricales, même aujourd'hui édulcorées, ne paraissent pas avoir été inspirées par un Dieu respectueux, juste et bon. Le passé nous instruit sur la vraie nature de l'Église.

Excusez-moi de vous le dire comme ça mais, pour consacrer tant d'énergie et de temps à parler de religion, ou contre les religions, il faut vraiment avoir un problème, non ?

Les textes de mon site se rapportant à la religion représentent, en quantité, moins d'un millième de l'endoctrinement catholique que j'ai reçu durant plus de treize ans. Heureusement que je ne cherche pas à rétablir un équitable équilibre ! Il s'agit du travail que j'ai accompli pour résister. L'écriture clarifie la pensée, lui donne la cohérence qui la fait quitter la perception confuse.

Et surtout, je me sens beaucoup mieux depuis que j'ai retiré de ma tête certaines sottises que l'école y avait inculquées. Dans un état laïque, l'exercice auquel je me suis livré n'aurait pas de raison d'être. C'est la société qui a un problème !

Votre site est très intéressant et très argumenté. Je suis d'accord avec beaucoup de points. Cependant, je pense qu'il ne faut pas faire l'amalgame entre l'endoctrinement religieux et la croyance en Dieu. Ce sont les extrêmes qui sont mauvais. Je suis déiste et je crois à certaines choses, cependant, je reste rationnelle et développe mon esprit critique. Ce n'est pas comparable à du fanatisme, par exemple. Le fait de croire peut avoir un sens, c'est tout simplement une perception différente des choses. Existence ou inexistence de Dieu, aucune de ces deux alternatives ne doit être posée comme une vérité, car au fond, personne ne connaîtra la vérité sur le sujet :)

Il n'y a pas d'amalgame puisque les deux sujets, endoctrinement et croyances, sont développés et justifiés indépendamment, avec des arguments spécifiques.

Pour moi, l'important est qu'aucune autorité - qu'elle soit familiale, scolaire, étatique ou ecclésiastique - ne nous prenne aux filets d'une idéologie religieuse. Chacun doit rester libre dans ses choix en matière spirituelle. À ce titre, même si elle diffère de la mienne, je ne peux que respecter et encourager votre démarche. Par contre, je me distancie de tous ceux qui disent se soumettre à une Église ou à toute autre forme d'autorité religieuse : le centre de décision est, et doit rester, sa conscience personnelle.

Je suis d'accord avec vous sur le fait que l'existence d'un Créateur est une question hors du champ de notre connaissance. Cependant, selon mon expérience de vie, le cléricalisme mélange tout et place ses adversaires sur la défensive. Puisque le parti conservateur est fondé sur la foi, il incite ses détracteurs à effectuer une analyse critique de la religion. Je suis persuadé qu'un Dieu qui pointerait son doigt sur chaque homme en lui disant : «*Je te jugerai et, si ma balance penche du mauvais côté, tu passeras en salle de torture*» est une croyance à rejeter, mais j'accepte sans problème d'autres avis.

Aux défenseurs d'une orthodoxie, je préfère ceux qui manifestent leur autonomie intellectuelle en se libérant de la tutelle religieuse, car cela change tout quant à la prétention de régner sur la conscience d'autrui. C'est le signe de réussite auquel j'applaudis, peu importe la voie personnelle choisie.

Où sont les intellectuels fribourgeois ?

La reine des sciences est passé de la théologie au Moyen Âge, à l'économie aujourd'hui. À l'image des radicaux fribourgeois qui ont changé de camp (les anticléricaux d'hier soutiennent aujourd'hui les résidus du cléricalisme), les intellectuels n'ont que peu de critiques à adresser au régime clérical. Sont-ils satisfaits d'une simple amélioration ou usurpent-ils leur titre ? Pour celui qui est préoccupé par sa carrière, l'opportunisme de celui qui sait où se trouvent les lieux de pouvoir est plus profitable que l'esprit critique. À réciter pieusement tous les jours : «*La religion, une en particulier, est une excellente chose à soutenir. Il faut voter pour l'impôt ecclésiastique et accorder un financement public à la faculté de théologie catholique romaine*».

Pourquoi les nombreux partisans du *moins d'État* excluent-ils la religion du champ d'application de leurs principes ?

La nouvelle génération se profile mieux. En Suisse, certaines sections des jeunes radicaux et des jeunes socialistes ont clairement pris position en faveur de la laïcité. Mais leurs aînés les prient de mettre une sourdine.

Comment avez-vous vécu les événements de mai 1968 ?

À cette époque, j'avais 20 ans, j'étais encore en internat, et je n'ai vu des événements de mai 68 que quelques rares images entrevues dans les journaux durant les week-end. Le «*Nouvelliste et Feuille d'avis du Valais*» jetait discrédit et désinformation sur le mouvement. J'étais efficacement tenu à l'écart de toutes les «*idées subversives*» et endoctriné contre toutes les idéologies non catholiques. Ce n'est que bien plus tard que j'ai compris ce qui s'était passé. Les événements de mai 1968 - une révolte *contre le contrôle social* - ne sont que l'écume d'une profonde mutation de la société. Le mot

d'ordre «*Ne pas contraindre plus que nécessaire*» a modifié la répartition des pouvoirs dans tout le monde occidental. Pour comprendre l'évolution, il faut connaître l'état de la société d'avant 1968.

Je suis toujours étonné d'entendre des femmes prononcer le mot «*soixante-huitard*» sur un ton méprisant alors qu'à l'époque elles n'avaient même pas le droit de vote. Dans les cantons catholiques, le bon temps passé est celui des vraies valeurs: l'épouse devait obéir à son mari et les enfants devaient se rendre à la messe dominicale en colonne par deux sous la conduite de leur instituteur. Selon les critères actuels, les institutions que sont la famille, l'école, le patronat, l'Église et l'État bridaient les libertés individuelles et pratiquaient couramment l'abus d'autorité. Par exemple, la loi interdisait le concubinage. Il peut être instructif d'étudier le rôle de certaines écoles publiques comme [l'École normale des Instituteurs du canton du Valais](#).

L'humanisme chrétien

L'humanisme chrétien est une expression trompeuse : le côté humain sert à faire diversion. Il s'agit en fait d'une vision théologique de l'homme dans laquelle Dieu est au centre, une sorte de théocratie, drapée de démocratie, dans laquelle le clergé se pose en guide de l'État. C'est ainsi qu'à [l'École normale des Instituteurs du canton du Valais](#), on m'a enseigné, au nom des encycliques sociales de l'Église que nous lisions en classe, que le pire ennemi de l'humanité est le socialisme, et que tout chrétien véritable est astreint au devoir moral de voter pour un parti chrétien, c'est-à-dire pour le PDC.

Alors que l'humanisme chrétien est une cité bâtie autour d'une cathédrale et d'une faculté de théologie catholique patronnée par un état clérical, le tout cerné par le rempart de la culture gréco-latine, l'humanisme véritable place au centre l'agora, les droits humains, la démocratie et la culture laïque.

Je me méfie des humanismes qui ont pour vision des lendemains qui chantent, que ce soit dans ce monde ou dans un autre. L'humanisme véritable refuse de se subordonner à quelque religion que ce soit, sinon il perd sa qualité d'humanisme. L'humanisme consiste renforcer la primauté de l'homme sur toutes les idéologies qui exigent la soumission à d'autres valeurs.

Le bon côté du cléricalisme

Qu'est-ce qui a allumé en moi l'esprit critique et m'a poussé à aller voir ce qui se cache derrière les façades de l'Église ? Quel est l'élément déclencheur qui m'a évité de devoir aligner mes pensées sur celles des idéologues officiels de service ? Merci le cléricalisme !

[Serait-il judicieux de voter une loi interdisant le port du voile islamique à l'école ?](#)

La religion devrait rester une affaire privée. En société, seul le comportement importe: fuyons les doctrinaires et les intolérants, ainsi que tous les croyants qui pratiquent le prosélytisme!

Je ne considère pas qu'une société idéale doive être religieusement homogène. Nous savons que les civilisations sont mortelles, mais on peut souhaiter que l'humanité soit relativement pérenne. De même que la biodiversité donne à la nature la capacité de s'adapter à des conditions changeantes, la diversité culturelle et religieuse donne à l'humanité plus de ressources pour affronter les incertitudes de l'avenir, à condition toutefois d'éviter les guerres de religion ainsi que toute forme d'extrémisme, de radicalité, de totalitarisme, d'endoctrinement organisé par l'État, de religion officielle, de privilèges accordés à certaines communautés religieuses, etc. Afin de protéger la société des inévitables débordements, la bonne méthode consiste à contenir la religion dans le cadre privé et à tenir l'État dans la neutralité religieuse.

Malheureusement, les cantons catholiques considèrent que la religion est une affaire d'État.

Alors que le nombre de musulmans augmente en Suisse, le nombre de chrétiens pratiquants est en chute libre. J'y vois un danger pour notre culture occidentale. Pour le contrer, il faut entreprendre une sérieuse rechristianisation de la société occidentale.

Chrétiens et musulmans ne doivent pas se séparer en deux communautés distinctes, chacune avec sa culture, sa religion et ses écoles. Il faut éviter que chaque communauté investisse son énergie à endoctriner ses membres, à contraindre leurs comportements et à promouvoir le prosélytisme, le but étant de convertir les tièdes et de les ramener dans le «*bon chemin*». Il s'agit là d'un moyen efficace¹ pour susciter conflits et intolérance. Pour connaître la suite, il suffit d'ouvrir un livre d'histoire. C'est précisément contre ces dérives que lutte, depuis le siècle des Lumières, notre culture occidentale. Il faut y voir une rupture avec le monde d'avant dominé par la religion et l'autoritarisme. Depuis lors, la culture a droit à un espace laïque, et chaque personne a droit à la liberté religieuse. Chrétiens, athées, musulmans et bouddhistes et autres doivent se fondre dans la même société laïque. Afin d'éviter de creuser les divisions confessionnelles, l'État doit rester neutre en renonçant à intervenir, à officialiser certaines Églises et à soutenir certaines communautés.

Aujourd'hui, les écoles publiques helvétiques doivent cesser d'être des lieux de propagande confessionnelle. De même qu'on ne combat pas la peste en diffusant le choléra, il est contre-productif de contrer une religion en développant une autre. Ce n'est pas l'Église qu'il faut remettre au centre du village, mais l'homme et le forum.

*Contre le soutien de l'État aux
communautarismes*

Nous voulons nous caractériser par des valeurs plus ouvertes et plus universelles que le culte de la crédulité dans un cadre communautariste, à savoir les droits de l'Homme, la démocratie, le respect des minorités, la tolérance et la laïcité. La culture occidentale à défendre est précisément là.

Débats

Compléments et réponses aux objections de toutes provenances :

- [Résister à l'enseignement de l'Église: droits de l'Homme, morale, culture laïque](#)
- [Résister à la foi: indifférence religieuse, agnosticisme et athéisme](#)
- [Comment sortir de l'Église catholique dans le canton de Fribourg ?](#)

Lien hypertexte vers la page mère :

Résister à l'endoctrinement religieux

<https://www.deleze.name/marcel/philo/resistance.html>